

# Volume 58

DU QUARTIER LATIN, 19 FEVRIER 1976 NO. 20

## LE PORTUGAL

### LES FORCES EN PRÉSENCE

Après le 25 avril 1974, la presque totalité des organisations politiques se proclament "révolutionnaires." Sous un échiquier politique portugais, ces différentes organisations, s'affrontent pour obtenir le pouvoir. Mais, pour la plupart de ces organisations derrière leurs prétentions et leur "masque révolutionnaire" se cachent leur nature de droite sinon de fasciste. Cet échiquier politique représente la confusion même pour la bourgeoisie, mais, pour le peuple, la situation est de plus en plus claire: il refuse le retour au fascisme et il désire prendre de plus en plus son sort en mains. Face à cela, présentement, au Portugal, personne ne s'affiche comme étant un partisan de droite.

L'enjeu politique de ce petit pays est grand pour les superpuissances impérialistes. Pour comprendre l'échiquier politique du Portugal, il est important de bien comprendre les ambitions des deux supergrands. Pour les américains, il s'agit de garder le contrôle de la navigation entre l'Atlantique et la Méditerranée, d'empêcher que l'OTAN perde le contrôle militaire de la région et d'empêcher le recul du système capitaliste international pro-américain qui,

depuis quelques années, perd de plus en plus de terrains. Pour les soviétiques, il s'agit d'installer au Portugal, leurs premières bases militaires en Atlantique, de contrôler la navigation dans ce coin d'Europe, et d'établir un système économique de type capitaliste monopoliste d'Etat qui leur permettrait d'exploiter le peuple portugais et de renforcer leurs prétentions à l'hégémonie du monde. Par contre, les américains et les soviétiques ont un intérêt commun, soit celui d'empêcher le développement du mouvement révolutionnaire. La plupart des partis politiques au Portugal représentent l'un ou l'autre des impérialistes. Voici les fractions politiques qui s'affrontent pour obtenir ou maintenir le pouvoir:

### 1. LE MOUVEMENT DES FORCES ARMÉES

Le MFA est un mouvement d'officiers à l'intérieur de l'armée, c'est aussi une fraction de l'appareil d'Etat. Face au mouvement des masses et aux pressions de certaines fractions progressistes de l'armée, le MFA doit utiliser un "discours de gauche" pour faire gober et justifier sa présence au peuple.

Le MFA est bien ancré dans le système politique

portugais. Ainsi, le 11 mars 1975, suite au coup d'état manqué de Spínola, le MFA s'institutionnalise et il crée le "Conseil de la Révolution" pour surveiller les acquis et le développement du "processus révolutionnaire". En réalité, cette institutionnalisation du MFA permet à celui-ci de contrôler les politiques du gouvernement ainsi que les partis politiques. De sorte, qu'à une dictature bourgeoise de type fasciste le Portugal se retrouve avec une dictature bourgeoise de type militaire.

Si nous examinons la pratique du MFA, nous nous rendons compte que le MFA n'est pas des plus progressistes. Pour maintenir et consolider son autorité, le MFA a créé le COPCON, corps de répression, mais au lieu d'arrêter les anciens fascistes en liberté, il poursuit les véritables révolutionnaires, par exemple, le 28 mai 1975, le COPCON fait arrêter 432 militants du Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat et fait aussi attaquer 45 sièges du MRPP. En plus, d'arrêter des militants révolutionnaires, des soldats anti-fascistes, le MFA s'allie avec le P"CP pour combattre le mouvement de masses. Face aux grèves ouvrières, il fait occuper les usines en grèves



par les militaires et le 27 août 1974, il vote la loi sur les grèves qui lui donne un contrôle effectif sur les grèves. Face à la contestation de son autorité par certains groupes révolutionnaires, il interdit à ceux-ci de se présenter aux élections du 25 avril 1975 et en décembre 1975, il vote une loi sur la liberté de presse qui permet une presse libre, mais avec

l'interdiction de "salir" le MFA... Face à la bourgeoisie, il propose un programme économique favorable au capital avec nationalisations et contrôle étatique [sur le capital national car le MFA n'a jamais touché au capital étranger] pour prendre en mains les secteurs de l'économie portugaise en crise

suite p.4

## L'ENJEU POLITIQUE

L'ANEQ.....	PP.5-6-7
L'ECOLE DE TRADUCTION.....	P.3
REGARDS SUR LA CHINE.....	P.8



L'incola

# Volume 58

Vol. 58 du Quartier Latin, No. 20, 16 février 1976. Les nouveaux collaborateurs sont les bienvenus au Volume 58. Les réunions de préparation ont lieu le JEUDI à 18 h. au 6ième étage du Centre Communautaire [C-6526]. La discussion des textes à paraître a lieu le mercredi à 6 h. au 4023 du Pavillon des Sciences Sociales. Nous lançons une invitation spéciale aux gens de l'UQAM qui sont intéressés à venir travailler avec nous. Les photos qui paraissent dans le journal sont prises avec une caméra OLYMPUS OM-1 qu'on peut se procurer aux magasins de Services-Campus.

**COLLABORATEURS**  
 Pierre Paquette  
 Pierre Tourangeau  
 Diane Bélanger  
 Alexandra Hobden  
 Viateur Boutot  
 Michel Desmarais  
 Pierre Duhamel  
 Claude Pécelet  
**COORDINATION  
 TECHNIQUE**  
 Maryse Turcotte  
 André Lemire

Impression  
 Payette et Simms Inc.

Depôt légal  
 BIBLIOTHEQUE NATIONALE.

Composition et montage  
 SST Typesetting

## Un mélomane averti ne se fait pas chanter la pomme.



Surtout quand on lui parle de chaîne stéréo. Car il a l'oreille fine.

Il s'y connaît jusqu'à la moindre sibilante.

Son cas est grave. Surtout lorsqu'il projette d'améliorer sa chaîne stéréo.

Il perd la voix juste à penser au prix qu'il pourrait payer.

Mais Hitachi peut lui sauver l'ouïe.

Hitachi présente une nouvelle gamme d'appareils stéréo: haute qualité, haute fidélité, à prix raisonnable.

Ils sont le résultat de trois années de recherches en laboratoire, là où les experts d'Hitachi ont mesuré les réactions individuelles de plus de 5000 amateurs de son.

Quelle est l'étendue des facultés auditives du mélomane? Peut-il capter les sons les plus graves et les plus aigus? Se limite-t-il au champ moyen d'audibilité?

Notre charte de son unique résume toutes ces caractéristiques qui sont à l'origine de la réalisation d'appareils de son perfectionnés.

Les spécifications en justifieraient même un coût plus élevé.

C'est une réalisation qui vous facilite l'amélioration de la chaîne qui vous entoure présentement.

Une réalisation à prix raisonnable, du genre qui a fait de Hitachi un chef de file mondial dans l'électronique.



SR-802. Récepteur AM/FM stéréo à circuits OCL. 50 W x 2 à 8 ohms (20-20.000 Hz, 0.5% THD).

D-3500. Reproducteur stéréo à cassette, 3 têtes, lecture directe D/Dolby\*. Rapport S/B Dolby: 63 dB. Pleurage et scintillement: 0.05% (WRMS).



\*Dolby est une marque de commerce de Dolby Laboratories Inc.

# L'ECOLE DE TRADUCTION LE DROIT A L'AUTONOMIE

Le conflit qui règne actuellement à l'Ecole de traduction, engendré par la vente de la Banque de terminologie de l'université de Montréal au secrétariat d'Etat, vente effectuée à l'insu des étudiants et professeurs de traduction, accentue davantage un autre problème en attente de règlement depuis longtemps. L'Ecole de traduction, section du Département de linguistique et philologie, devrait effectivement constituer un département autonome, selon une décision prise à cet égard par les autorités universitaires en 1971. Or, il semble que cette autonomie acquise de fait soit remise en cause par le retard inexplicable des hautes instances à reconnaître officiellement la mise en vigueur de cette décision.

## QUELQUES FAITS

Malgré une décision de l'Assemblée universitaire,

le 1er mars 1971, créant une Ecole de traduction, malgré la confirmation de cette décision par M. le doyen de Chantal le 8 mai 1972, malgré une résolution adoptée à l'unanimité le 8 janvier 1974 par l'Assemblée des professeurs de traduction demandant que la constitution de l'Ecole de traduction en département autonome soit officiellement reconnue le 1er juin 1975, les autorités universitaires n'ont pas encore entrepris la modification du statut actuel de l'Ecole. N'ayant jamais motivé leur retard, elles observent comme toujours le plus grand silence.

D'autre part, le 12 janvier 1976, au cours d'une assemblée départementale, les professeurs de traduction se sont abstenus de nommer leur représentant au comité de nomination du directeur du Département de linguistique et philologie. Ils désirent d'a-

bord recevoir une réponse du conseil universitaire au sujet du statut de l'Ecole de traduction. En effet, le 3 décembre 1975, l'Assemblée des professeurs de traduction a adopté à l'unanimité une résolution demandant aux autorités universitaires de faire connaître leurs intentions au sujet de la décision de l'Assemblée universitaire créant une Ecole de traduction. L'université n'a pas encore fait parvenir d'accusé de réception.

Face aux demandes du corps professoral de traduction, les professeurs de linguistique et philologie ont décidé d'appuyer leurs collègues en retirant les deux membres déjà désignés au comité de nomination. De plus, les professeurs de traduction conçoivent mal pourquoi la section traduction, qui compte autant d'étudiants que le Département de linguistique et philologie,

n'a droit qu'à un représentant au comité de nomination. On sait que le Département de linguistique a droit à deux représentants. L'Assemblée des professeurs de traduction a donc demandé à la F.A.S. de renvoyer la constitution du comité de nomination en vue d'assurer une représentation équitable de la section traduction.

## AUTONOMIE AVANTAGEUSE

Pour des raisons obscures, les autorités universitaires empêchent à 387 étudiants d'avoir un directeur à temps plein qui puisse relancer l'Ecole de traduction sur la carte du monde. Car il faut le dire, l'Ecole de traduction de l'U. de M. est en perte de prestige au Canada. Les problèmes administratifs et pédagogiques causés par l'affiliation de l'Ecole au Département de linguistique et philologie nuisent considérablement à l'essor de la formation professionnelle des étudiants. De plus, la vente de la Banque de terminologie ainsi que des livres qui feront probablement l'objet d'une transaction entre Ottawa et l'U. de M. démantèle énormément l'Ecole, d'autant plus qu'aucune solution de rechange pour la mise sur pied d'une nouvelle salle de documentation n'a été envisagée par le directeur du Département de linguistique et philologie.

Un directeur à temps plein pourrait consacrer plus d'énergie à la planification de l'enseignement à l'Ecole de traduction. Les étudiants reprochent d'ailleurs à l'administration actuelle de l'Ecole d'avoir une vocation trop linguistique, pas assez axée sur la traduction. On prétend souvent, dans les milieux linguistiques du département, que les professeurs et étudiants tirent des avantages de leur affiliation actuelle. Or, il n'y a aucun contact, quel qu'il soit, entre les professeurs de linguistique et de traduction, ni entre les étudiants respectifs.

La section traduction compte 8 professeurs à temps plein pour 387 étudiants. Proportion tout à fait aberrante. Par contre, le Département de linguistique et philologie bénéficie de 23 professeurs à temps plein pour moins de 350 étudiants. On comprend qu'en traduction, il y ait bien plus de professeurs à la leçon que de professeurs à temps plein, ce qui

rend presque impossible la planification et la coordination de l'enseignement. On comprend également que l'université n'a aucun intérêt à offrir aux 27 professeurs à la leçon un statut de professeur à temps plein, ce qui entraînerait la permanence, des avantages sociaux etc. Il faut noter que l'Ecole de traduction ne compte que 3 professeurs permanents [1 titulaire, 2 agrégés].

Les étudiants inscrits à l'Ecole de traduction sont en droit de s'attendre à de meilleurs services. C'est pourquoi, lors d'une assemblée générale, ils ont réclamé à leur tour l'autonomie de l'Ecole. Ils se demandent à juste titre, pourquoi les autorités universitaires tardent tant à mettre en vigueur une décision prise depuis si longtemps. Ne sont-ils pas assez nombreux pour constituer un département autonome? L'importance grandissante de la traduction au Canada et la demande croissante de traducteurs qualifiés devraient justifier une Ecole de traduction autonome qui pourrait ainsi améliorer ses services, la qualité de son enseignement, et de par là-même servir la collectivité en préservant l'avenir et la qualité du français.

A l'université de Montréal, il faut se demander de plus en plus si les administrateurs songent sérieusement à la formation professionnelle des étudiants. Le conflit en sociologie, en géographie, l'intervention de la force policière et du pouvoir judiciaire pour régler des problèmes pédagogiques, montrent bien que l'université préfère sauvegarder ses intérêts au détriment de la formation des étudiants. Si les autorités universitaires ne reconnaissent pas officiellement l'Ecole de traduction comme département autonome, les professeurs de traduction pourraient refuser de participer à un comité de nomination inéquitable du directeur. Dans sa bonne grâce, l'université mettrait le département en tutelle. Voilà sa façon de passer outre.

Richard Fortin  
Etudiant en traduction  
membre du comité sur  
l'autonomie  
membre du comité de la  
bibliothèque



Richard Doyle  
Biologie

on est 6 millions  
de presque parents,

faut se parler.



# LE PORTUGAL suite

## 2. LA FRACTION SOCIALE FASCISTE PORTUGAISE

La fraction sociale-faciste portugaise est représentée par le P"C"P et ses satellites [MDP CDE, etc.]. Cette tendance est opportuniste parce que en paroles elle prône le socialisme, des réformes sociales mais, dans les actes, elle désire obtenir le pouvoir politique afin d'établir sa dictature et d'éliminer l'opposition. Le P"C"P digne représentant de cette tendance opportuniste, pendant sa présence au pouvoir, a réprimé le mouvement de masse en dénonçant les grèves ouvrières car, affirmait-il, ces grèves nuisaient au développement de la société portugaise [société capitaliste, soit dit en passant] et en lançant des mots d'ordre pour la bataille de la production, soit en invitant les ouvriers à "Produire, produire, produire", sans se soucier de la lutte des classes et du développement de la politisation du peuple.

Ainsi, il contrôle une bonne partie de la technocratie de l'appareil d'Etat, il s'est confortablement installé dans les compagnies portugaises par le biais des nationalisations et aussi il contrôle des syndicats et il a pu

s'implanter dans l'armée. D'ailleurs, être membre du P"C"P ça rapporte... les opportunistes le savent bien, aux élections d'avril 1975, dans une grande ville du

Portugal, le P"C"P avait 900 membres et il a obtenu 600 votes...

Le P"C"P est aussi le valet du social-impérialisme soviétique, son influence sur la politique portugaise a eu de bonnes retombées pour ce dernier pays. En plus, de pouvoir installer un système d'espionnage au Portugal, l'Union Soviétique a pu obtenir du Portugal EN CRISE certains produits à des prix ridicules. Ainsi, le P"C"P a permis à l'union Soviétique d'acheter du vin à 2\$60 escudos [près de 10

VERNEMENT PORTUGAIS: EN EFFET: ELLE A SABOTE LA GREVE DES PECHEURS DE Matosinkas en juillet et août 1975 pour livrer des tonnes de sardines volées au Maroc.

## 3. LA FRACTION FASCISTE DE LA BOURGEOISIE

Cette partie de la bourgeoisie subsiste encore au Portugal, car il n'a jamais eu d'épuration véritable des fascistes par le MFA, exception faite, de quelques rares secteurs de la société portugaise et ceci sous les

élections avec 38% des votes, fut à une époque plus à "gauche" que le P"C"P en dénonçant les lois anti-ouvrières des gouvernements provisoires MFA et en dénonçant la lenteur de la décolonisation en Afrique. Depuis, un congrès a rejeté "l'aile gauche" du parti au profit de M. Soares. Le parti "Socialiste", parti de la petite et de la moyenne bourgeoisie, est financé par la CIA [Selon le New York Times, le financement par la CIA des partis d'oppositions y compris le P"S"P est de \$10

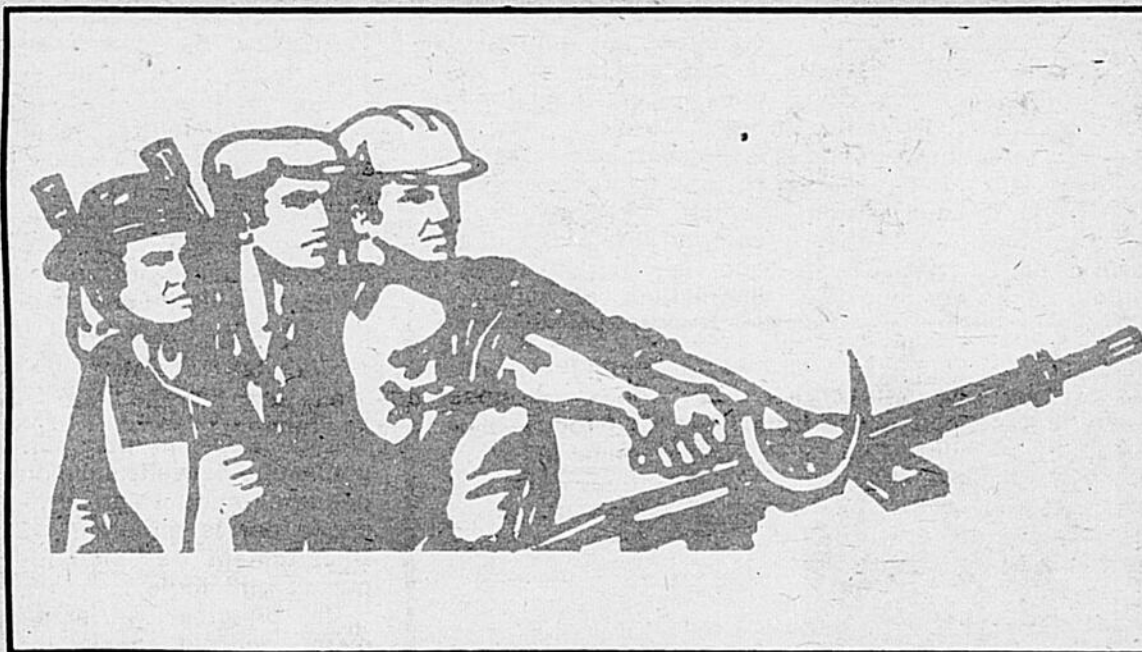
Avant le 25 avril, ce mouvement de masse était purement économique, mais le 25 avril 1974, c'est l'espoir d'une nouvelle société, le début d'un nouveau combat, le mouvement de masse prend un essor considérable. Le nombre des grèves augmente, les revendications syndicales sont plus élevées. Face à son ancien oppresseur, les ouvriers exigent l'épuration des fascistes à l'intérieur du pays, ils exigent la justice face aux crimes de ces fascistes. En plus, ils exigent l'indépendance des colonies, et la non-ingérence des superpuissances impérialistes dans les affaires intérieures du Portugal [les manifestations contre l'O-TAN, par exemple]. Pour mener à bien leurs revendications et face à l'absence du Parti du Proletariat, le mouvement de masses ouvrières et populaires s'est donné les instruments nécessaires; Commissions ouvrières, comités de quartier, de femmes, de soldats et de marins, associations paysannes. Les actions pour défendre leurs intérêts sont des plus combatifs; occupation d'usines [En août 75, il y avait 300 entreprises occupées par les ouvriers et plusieurs de ces entreprises continuaient à fonctionner sous la direction des travailleurs [un bon exemple pour le mouvement ouvrier québécois], occupation des maisons inoccupées [contre la crise du logement], occupation des terres par les paysans, etc., etc., etc.

A ce mouvement de masses ouvrières et populaires est relié le mouvement révolutionnaire prolétarien; le mouvement marxiste-léniniste. Ce mouvement, faut-il le dire, est encore fort marginal au Portugal, mais c'est aussi, présentement, le mouvement qui se développe le plus au Portugal.

Sans parti révolutionnaire, il ne peut y avoir de révolution au Portugal.

LA SEMAINE PROCHAINE: 3ième PARTIE: LE PORTUGAL EN CRISE!

Michel Desmarais  
Sc.Pol.



cents] le litre, des chaussures à 60 escudos [près de \$2.00] etc. Sous le 5e gouvernement [gouvernement du P"C"P] LA FLOTTE DE PECHE SOVIETIQUE A SERVI DE SCAB AU GOU-

pressions populaires. Après le 25 avril, les fascistes changent d'étiquettes, on les retrouve dans le gouvernement de Spínola, dans les partis politiques portugais [au CDS [Centre "Démocrate" social] et une partie du P"P"D [Parti Populaire Démocrate], etc.] et dans les mouvements clandestins d'extrême-droite [E"L"P [Armée de "Libération du Portugal"] et le M"D"L"P [Le Mouvement "Démocratique" de "Libératin" du Portugal] etc.]. Aujourd'hui, la plupart des anciens fascistes expulsés du pays sont de retour au Portugal.

## 4. LA FRACTION LIBERALE DE LA BOURGEOISIE

Cette fraction libérale de la bourgeoisie est représentée par le Parti "Socialiste" Portugais et aussi par une partie du P"P"D. Depuis l'été 1975, cette fraction de la bourgeoisie est de plus en plus forte au sein du MFA et ceci au détriment du P"C"P. Le Parti "Socialiste" Portugais, grand vainqueur des

millions par mois]. Face à la tendance pro-soviétique du P"C"P, il défend la tendance pro-américaine dans l'enjeu politique du Portugal. Ce parti favorise une Europe unie sous la direction des capitalistes, une Europe du côté des américains. Pour cela, il faut un Portugal soumis, une bonne démocratie bourgeoise, c'est ce que le P"S"P tente de réaliser.

## 5. LE MOUVEMENT DES MASSES OUVRIERES ET POPULAIRES

Le mouvement des masses ouvrières et populaires est la variable la plus importante de la nouvelle situation portugaise. Que le climat soit favorable à ce mouvement de masses n'est pas un effet du hasard. Le capitalisme est en crise au Portugal, la bourgeoisie ne peut plus assumer, sans heurt et fracas, le développement du capitalisme, l'armée doit maintenir le pouvoir politique, les conditions de vie se dégradent pour les masses laborieuses.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE PORTUGAIS



# TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR

## SUR

# L'ANEQ

L'Association nationale des Etudiants Québécois, née en mars 1975, s'est fixée, "considérant la nécessité pour les étudiants de promouvoir et défendre leurs intérêts immédiats et à long terme, considérant le besoin et la nécessité pour l'ensemble des étudiants de s'unir pour assurer la promotion et la défense de leurs intérêts, considérant toujours la nécessité d'établir une organisation dont les activités se font pour et au nom de l'ensemble des étudiants" [préambule, Statuts, et règlements de l'ANEQ], l'ANEQ donc s'est précisément fixée de "défendre les intérêts étudiants, en promouvant, développant et protégeant par tous les moyens à sa disposition les intérêts matériels, professionnels, culturels et sociaux des étudiants." [Statuts et règlements, art.4]. Comme nous pouvons le remarquer, il est fait mention perpétuellement des "intérêts étudiants", mais on ne les définit jamais.

On pousse le ridicule jusqu'à affirmer défendre les dits intérêts en les protégeant... [art.4]

L'ANEQ, au cas où vous ne le sauriez pas est le "principal organisme de liaison entre les étudiants québécois et tout autre organisme." [Statuts, art.] C'est ainsi qu'on voit les dirigeants de l'ANEQ cotoyer les présidents des centrales syndicales, signer des accords avec le Front Commun au nom des étudiants québécois. Elle regroupe à l'heure actuelle la quasi unanimité des associations étudiantes des différents Cégeps et Universités. Son instance suprême est le Congrès National, où s'affrontent les diverses tendances, les diverses forces politiques qui contrôlent ou tentent de contrôler l'ANEQ.

C'est à l'automne 1974 à l'issue de la lutte des prêts et bourses et des TAEU que la nécessité d'une "vraie" organisation étudiante a été ressentie par plusieurs étudiants. Ce courant, localisé surtout en province, faisait maintenant de la mise en place d'une organisation étudiante permanente, regroupant les étudiants à l'échelle de la province, leur objectif principal. Il s'opposa

ainsi à un courant plus politique jugeant ridicule la notion d'intérêts communs de tous les étudiants. Après quelques congrès orageux où les questions politiques furent comme évacuées au profit de questions strictement organisationnelles, l'ANEQ vit le jour. Pendant un an on entendra parler de l'ANEQ qu'en termes de structures et d'organisation [les 4 congrès], à l'exception des sorties de ses dirigeants avec les chefs syndicaux, où nos dignes "représentants" ne trouvaient mieux qu'à réciter les quelques slogans retenus au discours du P"C"C-"ml" [gel des salaires]. Quant aux manifestations de la "puissance" de "notre organisation de défense", qui malgré son centralisme maladif [voir Statuts et Règlements] en est une de broche à foin, elle se manifestera par sa capacité à entraver tout débat en ses rangs, capacité à ne concevoir ses actions, ou plus souvent qu'à son tour inactions [voir conflit socio et le "gros" contingent de l'ANEQ à la manif contre la répression à l'U de M] qu'en termes de vagues, abstraits et petits "intérêts étudiants" [carte d'étudiants sur la hausse des tarifs à la CTCUM].

C'est que l'ANEQ, née d'étudiants sincères qui croyaient trouver dans la lutte à tous crins pour l'organisation étudiante une tribune efficace pour arracher quelques réformes au gouvernement, fut écrasée dans le moule bureaucratique de l'auto-proclamé Parti "Communiste" Canadien "maxiste-léniniste". Ceux qui distribuent ce "dynamique" journal, le Quotidien [qui paraît du reste 2 fois par mois] du Canada Populaire et qui nous font grâce de ces magnifiques tracts où l'on attaque la très "faciste" Université de Montréal, comme si nous vivions dans un régime fasciste, ceux qui voient notre pauvre administration "moribonde, agonisante et pourissante, à l'agonie et prête à la débandade et la banqueroute totale [on attend toujours] [tract du 6 nov., un parmi tant d'autres], dans ses tracts hilarants signés par le très "considérable" [3] "Mouve-

ment Etudiant de l'U de M". Selon eux, il faut lutter contre le Coco, car celui-ci proposerait la révolution sexuelle!

P"C"C-"ml" donc, contre révolutionnaires notoires de l'avis de tous les marxistes-léninistes québécois [Ligue Communiste m-l du Canada, En Lutte], se sentant beaucoup plus intelligents quand ils sont armés de bâtons et de casques en fer comme dans certaines manifestations [gel des salaires à Montréal] ou quand ils s'en prennent aux vendeurs des autres groupes, comme ils en ont pris l'habitude aux congrès de l'ANEQ. Ils appellent ça la lutte contre les opportunistes! Et ils luttent pour vrai!

S'opposant, sinon au P"C"C-"ml" qui contrôle la direction de l'ANEQ, du moins à sa ligne politique qui est celle de l'ANEQ, une faction "anti-capitaliste" animée par deux groupes trotskistes, le Groupe Marxiste Révolutionnaire [GMR] et la Ligue Socialiste Ouvrière [LSO]. Cette tendance minoritaire a la mauvaise réputation d'être l'enfant légitime de ceux qui s'opposaient à la formation de l'ANEQ sur les bases actuelles, d'où la confusion grossière, mais bien entretenue, entre débat démocratique et scissionisme à toute réunion de l'ANEQ. Cette faction semble par contre plus "militante" que la direction actuelle de l'ANEQ, c'est elle qui a débuté l'offensive contre la hausse des tarifs à la CTCUM, qui a soutenu le conflit de socio. Mais, dans leur surevaluation abusive des luttes, les trotskistes ayant la mauvaise habitude de prendre toute lutte réformiste pour une lutte révolutionnaire, dans la primauté accordée à un facteur politique, "l'anti-capitalisme", qui ne peut que désunir les étudiants, ceux-ci n'ayant surtout pas d'intérêts politiques communs, il serait surprenant que la dite tendance soit capable de rallier un nombre suffisant d'associations pour prendre le contrôle de l'ANEQ. Négation du corporatisme en soi [corporatisme: défense des seuls "intérêts étudiants"] elle ne peut assumer convenablement la direction

du mouvement corporatiste, malgré ses efforts et bonne volonté, voir le CoCo en Sc. So. Donc, malgré le bureaucratisme, l'anti-démocratie de la direction de l'ANEQ, inféodée soit à la ligne politique, soit au P"C"C-"ml, il est peu probable que s'effectue un changement majeur à l'ANEQ. Toutefois, le cas du Cégep Rosemont peut être révélateur. L'Assemblée Générale de ce Cégep a destitué la direction du P"C"C-"ml de ses rangs. Mais, démocratie obligeant sans doute, l'ancien représentant de Rosemont est toujours à l'Exécutif national de l'ANEQ...

Certains ne voient donc pas d'issue pour l'ANEQ. La voie actuelle de "consolidation" [de quoi?], absence de débats ou "l'aventure anti-capitaliste". Mais qu'est-ce que ça peut bien vouloir dire une association étudiante "anti-capitaliste"? Est-ce que les associations étudiantes feraient la révolution socialiste dans les rêves trotskystes? Oui, mais seulement dans les rêves trotskystes. Tout cela finalement ne sont que de faux problèmes. Entre deux opportunistes, il ne faut pas choisir le moindre, mais les combattre. Soit, mais comment sinon qu'en contribuant à l'essor du mouvement révolutionnaire canadien, considérant qu'à l'heure actuelle plusieurs organisations travaillent à la création d'une véritable organisation communiste au Canada.

Rien de moins, ajoutez-vous... Encore faut-il faire l'analyse des problèmes auxquels sont confrontés les étudiants. On parle énormément de coupures de budget à l'éducation, coupures entraînant tant au niveau collégial qu'universitaire certaines détériorations dans les conditions d'enseignement. Mais, il nous faut considérer ici 2 aspects. D'une part, ces coupures de budget sont les conséquences directes de la crise générale du système capitaliste. L'Etat pour subventionner des entreprises moins rentables, doit "rationnaliser" son budget. Mettre l'argent là où il est "utile", au Ministère de l'Industrie et du Commerce par exemple [accrois-

sement de 65% [70-75], quitte à diminuer l'accroissement normal des dépenses dans les secteurs moins "rentables", l'Education et les Affaires Sociales 52% et 53% respectivement]. On ne peut concevoir les revendications qui découlent de ces faits sans entrevoir la seule solution s'attaquant de fond à cette crise de l'économie capitaliste [les mesures Trudeau sur le gel des salaires en sont une manifestation constante]. Cette solution, ce n'est pas la "décentralisation" de la crise et de ses effets, ni le seul changement de gouvernement, mais le socialisme.

D'autre part, en tant que composantes de diverses factions de la petite bourgeoisie, les étudiants constituent un groupe privilégié dans notre société. A peine 10% des étudiants atteignent l'université, à peine un cinquième de ce nombre sont originaires de la classe ouvrière. Lutter pour l'amélioration de nos conditions d'enseignement, c'est finalement lutter pour l'amélioration de nos privilèges. Il faut, tout en faisant la relation avec la cause ultime de nos "problèmes", le capitalisme, juger de la priorité sociale et politique de ces luttes communément appelées pour la défense des intérêts immédiats des étudiants. Il nous faut considérer enfin le rôle, la fonction dévolue précisément à l'université dans notre société, celle de contribuer à la reproduction des propagandistes de l'idéologie dominante, du statu quo. Devons-nous lutter pour l'amélioration de nos capacités d'absorption du statu quo? Paradoxal, certes, mais très significatif.

Alors, mieux vaut lutter pour un changement radical au niveau de la société. Les orageux congrès de l'ANEQ, où s'affrontent, sur la base de faux problèmes des propagandistes de tout acabit désireux de nous offrir "leur" leadership, perdront de leur signification. On pourra alors en rire ou en pleurer, mais le cœur soulagé.

Pierre Duhamel

# LES ETUDIANTS DE L'U de M S'ORGANISENT

1] L'an dernier, un groupe d'étudiants de l'U. de M. a battu la marche pour ouvrir une nouvelle voie au mouvement étudiant sur notre campus. Cette nouvelle voie, c'est la voie de l'organisation. Sous la direction du Front Commun des Associations Etudiantes du Campus de l'U. de M. [le F.C.A.E.C.U.M.], l'élément principal de la mobilisation fut la lutte contre les Services aux Etudiants [S.A.E.]. L'intérêt pour l'organisation et la mobilisation fut très grand: il y eut plus de 1500 personnes dans 2 manifestations. Nous avons malheureusement fait une faute: nous avons attaqué la seule chose qui aurait pu nous donner les moyens financiers

de nous organiser physiquement [SAE]. C'est la preuve qu'un acte spontané peut mener à la démobilité et à la stérilité.

2] Cet automne, nous sommes revenus en force avec un nouveau programme pour mettre sur pied une organisation permanente sur le campus. Dans la confusion qui régnait chez les étudiants face à divers problèmes [pédagogie, désorganisation, CTCUM, Bill 22, etc.], nous n'avons pas réussi à appliquer notre programme d'organisation. La spontanéité régnait encore une fois sur le campus.

3] A la rentrée de janvier 1976,

nous avons enfin compris qu'il fallait rompre complètement avec le spontanéisme de façon définitive. Dans cette optique, nous avons formé deux comités: un comité d'organisation et un comité de promotion. A l'heure actuelle, il est urgent que nous engagions un dialogue afin d'échanger des informations et des idées dans le but d'éclairer les étudiants sur la situation actuelle et d'éviter des dissensions au sein du mouvement étudiant. A cette fin, le F.C.A.E.C.U.M. a mandaté des étudiants pour entrer en contact avec les représentants syndicaux pour obtenir de l'information brute sur l'état des négociations entre les employés et l'adminis-

tration. Parallèlement, des rencontres sont organisées avec les représentants des associations étudiantes de chaque département ou école pour engager le processus d'échange et mettre en marche le mouvement étudiant afin d'atteindre le but commun. Finalement, dans le but de faciliter notre organisation et d'atteindre nos revendications premières, nous avons fait des démarches pour obtenir des locaux et de l'argent des SAE. LA NECESSITE DE S'ORGANISER

Nous pouvons affirmer que l'organisation commence par une prise de conscience mais lorsque nous parlons de développer le facteur conscient des étudiants sur leurs problèmes, à quoi se réfère-t-on au juste? Il s'agit tout simplement d'analyser les événements en profondeur, en recueillant toutes les informations pertinentes. A partir de ceci, il ne reste qu'à établir un programme d'actions conscientes découlant de cette analyse scientifique.

D'où vient le besoin de se regrouper autour d'un programme d'action concret? C'est que les étudiants ont à faire face à des problèmes, soit l'isolement au niveau des départements, soit collectivement à l'échelle du campus. On n'a qu'à relever les problèmes comme en géographie, sociologie, etc. . . ou les S.A.E. à l'université, la menace d'une grève des employés de soutien, les politiques qui visent à rentabiliser l'éducation, la négociation de la première convention collective des professeurs, etc. . . Il faut être prêt à rencontrer ces éventualités en nous regroupant et en faisant une action concertée pour éviter de faire des luttes éparpillées qui n'aboutissent à rien. C'est la politique de l'Université de tenir les étudiants divisés, de développer un individualisme nuisible à l'entente entre les étudiants en créant une situation de compétition entre eux.

De plus, il faut souligner que nous sommes plus de 27,000 étudiants sur le campus et que nous constituons une force redoutable: une fois réunis, nous sommes en mesure de faire peur à l'escouade anti-émeute qui sortit les étudiants de géographie des locaux de leur département. De quelle façon doit-on procéder?

1- Enquêter pour connaître la nature des différents problèmes avec lesquels les étudiants sont confrontés;

2- Etablir un ordre de priorité entre les différents problèmes soulevés;

3- Structurer et coordonner les luttes devant être menées pour s'attaquer aux problèmes.

Présentement, les tâches que nous avons à accomplir se doivent d'être inscrites plus

que jamais à l'ordre du jour: 1- Consolider les associations étudiantes sur une base départementale et facultaire, avec pour objectif immédiat de contribuer à l'avancement du F.C.A.E.C.U.M.;

2- Renforcer simultanément, les structures du F.C.A.E.C.U.M. pour qu'il soit prêt à accueillir les associations nouvellement formées ou absentes à l'origine au F.C.A.E.C.U.M. PROJET D'ORGANISATION

Depuis toujours au F.C.A.E.C.U.M., nous avons mis de l'avant la ligne de l'organisation. Pour arriver à cela, il faut une structure. A travers les discussions et les ébauches de projets mis de l'avant, celle qui a le plus retenu l'attention fut celle de la forme fédérative et syndicale.

Il est clair que les étudiants possèdent déjà une compagnie de services, Service Campus, et que les problèmes administratifs de cet ordre ne les intéressent que dans une faible proportion.

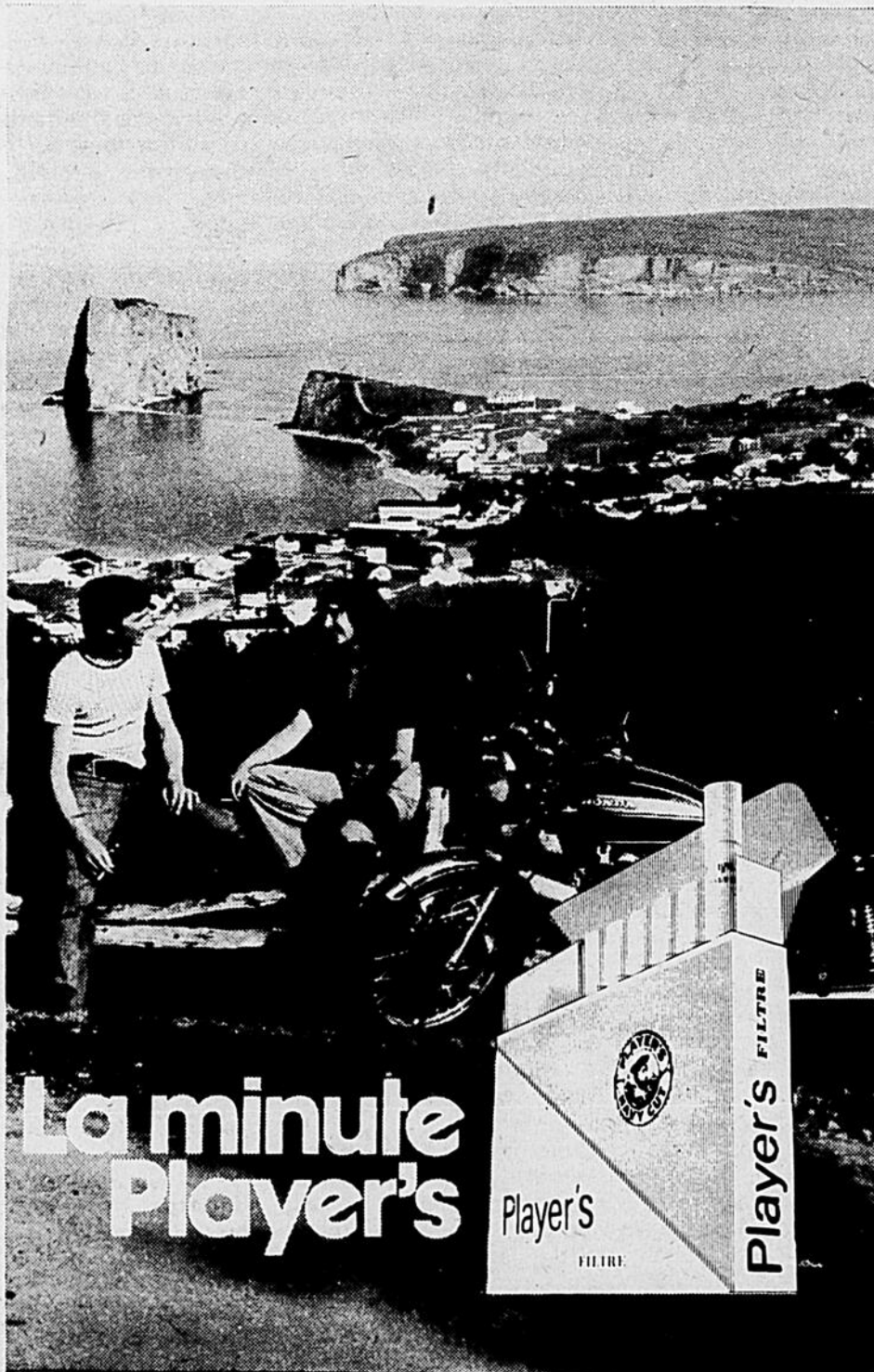
Ce qu'ils semblent vouloir, c'est une organisation avec des bases définies à trois niveaux; des associations départementales regroupées au sein de conseils de faculté et affiliées à une fédération sur le campus.

L'épine dorsale de l'ensemble de la structure serait les conseils de facultés qui permettraient de faire le lien entre les associations départementales et le niveau du campus. Ainsi, nous pourrions avoir une direction contrôlée par les conseils des facultés et un échange d'idées à la base. Donc, une structure réellement décentralisée et démocratique.

Ainsi, chaque association départementale déléguerait officiellement un représentant au conseil de sa faculté et l'ensemble de ces délégués élirait, en congrès, parmi l'assemblée des délégués officiels, le conseil central pour tout le campus. Au sein du conseil central, on procéderait de la même manière pour élire l'exécutif. Un modèle comme celui-là tend à laisser croire qu'on ne tombera pas dans l'ultra-démocratie, où les élus seraient choisis par de larges masses qui ne les connaissent que superficiellement et les pouvoirs seront suffisamment décentralisés.

Pour mieux définir les modalités d'application d'un tel système, il faudrait s'inspirer des expériences vécues dans d'autres universités et de l'ANEQ, et de mettre éventuellement sur pied une charte et une constitution.

Conseil Central du  
F.C.A.E.C.U.M.



La minute  
Player's

Player's

FILTRÉ

Player's  
FILTRÉ

# VERS UN MOUVEMENT ETUDIANT POLITIQUE

Le dernier numéro de Volumc 58 [9 février 1976, no. 19] fait état de deux tendances qui s'affrontent au sein du mouvement étudiant national. Il est important, au moment où se tient un colloque national à l'U de M, de bien situer les enjeux de ce débat.

La querelle qui a eu lieu au dernier Congrès de l'ANEQ à propos de la participation ou non au colloque convoqué par le COCO de l'U de M, est significative des tensions qui existent en son sein. La question que se posent les militants à l'heure actuelle est la suivante: de quel type d'organisation avons nous besoin en milieu étudiant? Quel rôle peut jouer cette organisation et quelles questions doit-elle se poser?

Les participants au colloque des 13, 14, 15 février auront probablement tenté de répondre à ces questions. Pour nous, l'organisation étudiante à l'échelle nationale doit être une structure large, ouverte à tous les militants désireux de participer à la constitution d'un mouvement national fort. Cette organisation doit être capable de mobiliser ses gens sur des questions d'ordre politique général. Sa force résultera de sa capacité à mener des luttes centrales de façon démocratique et non pas de la constitution d'un appareil structuré sans autre but que la défense des intérêts immédiats des étudiants.

Le témoignage des militants ayant mené des luttes à l'automne [CTCUM, Socio] montre bien que l'ANEQ n'a pas joué le rôle qu'on attendait d'elle. Il est de plus en plus clair pour ces militants que l'ANEQ, telle qu'elle se définit, ne pourra jamais jouer ce rôle. C'est pourquoi, la perspective d'une tendance anti-capitaliste a de plus en plus d'adhérents. Les nécessités du mouvement sont trop urgentes pour se fier aux associations qui existent sur un mode bureaucratique comme aux HEC ou en Polytechnique.

Dans les mois qui viennent, on pourra assister à une attaque systématique de l'Etat patron contre les travailleurs du secteur public qui, dans bien des cas [ex: hôpitaux] devront même se battre pour leur droit de grève. Même si les cadres de négociation du FC demeurent moins favorables qu'en 1972, même si les directions syndicales continuent à souhaiter qu'elles ne seront pas débordées par une base plus radicale comme en 1972, les événements de l'automne ont éveillé de nombreux militants syndi-

caux à l'importance décisive d'une victoire du FC pour tout le proche avenir des luttes ouvrières. L'attaque flagrante contre les revendications salariales de toute la classe ouvrière que sont les mesures Trudeau [et leur copie conforme de Bourassa pour le secteur public québécois] a posé les bases pour des actions unifiées entre les centrales. Déjà on peut dire que l'affrontement avec le gouvernement Bourassa sera brutal vu la dureté des positions gouvernementales.

Côté scène politique bourgeoise, la bourgeoisie canadienne et les Partis Libéraux fédéral et québécois regardent avec inquiétude la perte d'autorité du gouvernement Bourassa et ses flottements internes. Ne croyant pas à court terme en l'efficacité d'une "troisième force" [PNP] mal partie, la bourgeoisie penche nettement vers le durcissement et la répression. Bourassa continuera à glisser à droite pour barrer la route à Choquette, Bellemare et Cie.

Parfaitement consciente de la situation, la direction du PQ prépare activement la campagne électorale qu'elle sent proche. Conscient également des contradictions politiques entre sa base électorale essentiellement ouvrière, et sa volonté d'obtenir l'appui de la petite bourgeoisie et du capital nord américain, le PQ n'a vraiment pas de choix dans un premier temps que de s'appuyer sur les mobilisations ouvrières et populaires pour augmenter l'isolement du Parti Libéral et de la "troisième force". Le PQ a déjà réussi à trouver des appuis en milieu syndical [dernier Congrès de la FTQ] et il compte également sur d'autres milieux tels le mouvement étudiant pour se constituer une base électorale plus large. Un mouvement étudiant bien organisé et bien contrôlé ne pourrait que lui être avantageux.

Dans le domaine de l'éducation, les réformes envisagées dans le cadre d'une politique de rentabilisation de la part du gouvernement [Nadeau-CLESEC, université du Québec, éducation des adultes] n'ont pas encore été appliquées. On peut expliquer la prudence du gouvernement par la venue prochaine du Front Commun [FC] dans lequel le secteur éducation a un rôle important à jouer. On veut éviter à tout prix que les écoles deviennent des poudrières avant que les négociations soient terminées. On peut donc s'attendre à une lente détérioration des conditions d'étude et d'accès aux études, sans que le gouvernement provoque de sa

propre volonté une réaction généralisée par une attaque directe.

La conception de l'ANEQ du rôle du mouvement étudiant dans le FC est basée sur son idéologie du "syndicalisme étudiant": l'organisation syndicale étudiante conclut sur la base d'hypothétiques "intérêts communs" des accords avec les organisations ouvrières. On aime mieux discuter entre exécutifs que de mener des luttes à la base avec les syndiqués.

Vue l'importance fondamentale du FC pour le milieu étudiant au printemps, vu que c'est un terrain où la direction de l'ANEQ espère trôner incontestée, il faut travailler au développement de COMITES DE MOBILISATION PROFSEMPLOYES-ETUDIANTS, par-

tout où c'est possible et à leur centralisation nationale. Réunir les militants pour préparer par tous les moyens possibles les mobilisations les plus larges des différents secteurs du milieu. C'est par le travail concret d'information et de mobilisation que les militants sensibiliseront leur milieu et en gagneront le respect. Les expériences déjà faites dans ce sens [par ex: St-Laurent à Montréal, le comité de mobilisation de Limoilou à Québec qui a réalisé une plus forte mobilisation lors de la manif contre le gel des salaires que l'ANEQ elle-même], montrent que c'est une perspective réaliste qui renforce la lutte des travailleurs et le poids des militants dans leur milieu.

A d'autres niveaux, la tendance anti-capitaliste devrait

aussi prendre position sur la question de la lutte des femmes et sur des questions de solidarité internationale.

Il est nécessaire que le mouvement étudiant se constitue en force politique au Québec. Ses initiatives pourront permettre de réaliser l'unité de tous les secteurs en lutte. Le mouvement étudiant a son rôle à jouer dans la riposte à organiser contre les forces de la répression.

La tendance anti-capitaliste sera essentielle à la clarification des intérêts de classe que le mouvement étudiant veut servir.

Hélène Poirier  
Pierre Paquette  
membres du Groupe Marxiste  
Révolutionnaire



Le mieux-vivre,  
c'est...

...des jeans qui font bien... même après le lavage.

C'est aussi...

partir quand ça nous tente, pour où on veut, en paix...  
constater que c'est samedi en ouvrant les yeux...  
se lever avec plein de projets pour la journée...  
se baigner "nature" au moins une fois dans l'été...  
un frigo plein quand on a une fringale...  
être payé pour faire ce qu'on aime...

Le mieux-vivre commence  
à la Banque Provinciale.

Venez nous voir.



banque provinciale  
LA BANQUE DU MEUX-VIVRE

# Regards d'Occidentaux sur la Chine

par Viateur Boutot

Le Musée d'art contemporain présente actuellement une exposition itinérante de photographies intitulée: "derrière la Grande muraille de Chine". Pareil titre est tout un programme: l'exposition a pour but de faire connaître la Chine sous ses aspects les plus caractéristiques par la médium de la photographie. Cependant, il ne faudrait pas s'attendre à un condensé visuel dans le genre "tout ce que vous vouliez voir de la Chine et qu'on n'a jamais osé vous montrer". L'exposition constitue plutôt un ensemble d'éléments d'information dont la pertinence varie selon notre conception de l'histoire.

Les photos les plus anciennes ont été prises entre 1870 et 1872, et les plus récentes datent de 1971. Ce siècle d'histoire nous est présenté de façon disparate puisque chaque photographe, selon ses connaissances techniques et ses préoccupations, apporte une contribution qui lui est propre.

Par ordre chronologique, les photos de John Thomson viennent en premier lieu [1870-72]; elles sont intéressantes à la fois pour la qualité des images et leur valeur documentaire. Thomson n'a privilégié aucun genre de photographie en particulier, ni aucun sujet; ainsi, il a réalisé des portraits, des paysages et des vues architecturales; il a photographié les détenteurs du pouvoir et la classe ouvrière, les quar-

tiers conçus et construits par des Occidentaux aussi bien que les quartiers populaires. De façon générale, ses personnages sont rigides, les sourires sont absents. Les photographies de Thomson ne sont pas des instantanés; tout est disposé et composé avec soin.

Les photographies suivantes sont tirées des albums de Charles I. Lucas et de son fils, Charles E.; ils visitèrent respectivement la Chine en 1879 et 1911-12. Ceux-ci se procurèrent sur place les photographies à la manière de touristes qui font une razzia de cartes postales. Ces photos ont un intérêt strictement documentaire, et encore, certaines tiennent plutôt de l'anecdote. Ainsi, on peut remarquer la photographie d'une décapitation: une douzaine de têtes éparpillées avec les corps gisant tout près, et huit personnages, visiblement des Occidentaux, posant, l'air dégagé, comme les participants à un safari qui s'est terminé de belle façon. Donc, rien ici de particulièrement attrayant.

Edgar Snow et sa femme Nym Wales [Helen Foster Snow] rencontrèrent les Communistes chinois dans leur retranchement en 1936 et 1937. De ces moments dits historiques, nous pouvons voir une série de photos de Mao et de ses soldats. Ceux qui croient que ce sont les têtes d'affiche qui font l'histoire considèrent que ces photos sont d'un intérêt inestimable. En fait, nous n'apprenons pas grand



Photo: Marc Riboud, Péking, 1965. [ci-dessus]  
Photo: Marc Riboud, Péking, 1971. [ci-dessous]

chose de la guerre civile qui se déroulait à ce moment. Le côté documentaire est faible, l'aspect esthétique n'est pas une réussite non plus. Suivent des photos d'Evans Carlson, toujours dans la même veine de photographie militaire. On nous présente également des photos réalisées dans les environs de Shanghai par un homme d'affaires, Perry Atkinson, en 1937. Ces photos n'ont aucun caractère précis; le moment, ici, a peu d'importance. Atkinson a capté des images qui n'éveillent aucun intérêt particulier. Par ailleurs, en 1938, lors du conflit sino-japonais, Robert Capa, correspondant de guerre, prit des clichés qui demeurent des documents historiques de grande qualité et des images attachantes. Enfin, un photographe pensait à montrer un autre aspect de la guerre: la population, victime des hostilités.

Henri Cartier-Bresson témoigne par ses photos des derniers mois du Kuomintang et des six premiers mois du régime communiste de Mao [1948-49]. En 1958, Cartier-Bresson retourne en Chine et ramène d'autres clichés. Les images de Cartier-Bresson parlent surtout des gens: c'est une réflexion sur les attitudes de l'homme qui nous est proposée. Marc

Riboud qui séjourne en Chine en 1957, 1965 et 1971, situe plutôt l'homme dans son quotidien; au lieu de définir les gens par leurs attitudes comme Cartier-Bresson, Riboud les présente dans un environnement qui les caractérise. En dernier lieu, viennent les photographies de René Burri [1964-65]; dans ce cas, l'accent de la composition l'emporte sur l'aspect documentaire; ce sont des images agées à regarder à la fois pour leur expressivité et leur harmonie esthétique.

Vous avez une idée du contenu de l'exposition; qu'en est-il de la présentation? Les photos sont disposées dans une salle, au deuxième, et sur les murs extérieurs des salles: l'espace a manqué. Le nombre de photos, dont plusieurs sont de grande dimension, aurait justifié l'utilisation d'une deuxième salle; la salle voisine est présentement le lieu d'une exposition "rétro". Pour visiter l'exposition, de la première à la dernière photo, armez vous de courage et procédez méthodiquement. De deux choses l'une: ou bien vous essayez de vous retrouver [ne serait-ce que chronologiquement] par vous-même ou vous achetez le catalogue de l'exposition que contient les informations pertinentes.

Dans le premier cas, vous vous en sortirez peut-être, à condition d'être un peu familier avec l'histoire de la Chine. Par ailleurs, en choisissant d'acheter le catalogue dont le texte est en anglais, vous devrez débours \$12.50 [c'est bien trop cher!]; dans ce cas, on vous fournira la traduction des textes des photographes commentant leur travail en Chine; malheureusement, on n'a pas cru bon de faire traduire l'introduction du catalogue qui est pourtant d'un grand intérêt puisque l'on y situe très bien le travail des photographes dans le contexte historique. Gilles Toupin, "critique d'art" de *La Presse*, en a fait une traduction très libre et s'en est largement inspiré pour le commentaire qu'il nous servait dans une parution du quotidien [7 février, page D18].

Malgré certains inconvénients marginaux, tous ceux qui s'intéressent à la Chine ou à la photographie doivent voir cette exposition. Il y en a pour tous les goûts: les esthètes, les historiens, les curieux, les amateurs de sensations fortes [et même vous, cher lecteur...]. L'exposition se termine le 22 février. Pour vous rendre au Musée: métro Bonaventure autobus-12; Université et Saint-Antoine.

